

Paris, le 21 décembre 2011

## Communiqué de presse

Colloque « G20 agricole : quelles suites ? » - 20 décembre 2011

### **Le Mexique veut faire de l'agriculture une des priorités de sa présidence du G20**

*Au colloque « G20 agricole : quelles suites ? », organisé par FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde), Pluriagri et l'IGPDE (Institut de la gestion publique et du développement économique), le 20 décembre à Paris, M. Jorge Rueda Sousa, ministre conseiller chargé de l'agriculture à la mission du Mexique auprès de l'Union européenne, a indiqué que l'agriculture figurerait en bonne place dans l'agenda de la présidence mexicaine du G20 en 2012. Le Mexique va mettre en œuvre le Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et pour l'agriculture adopté en juin 2011 par les ministres de l'Agriculture du G20 et endossé par la déclaration finale du sommet de Cannes en novembre. De plus, le gouvernement mexicain veut mettre l'accent sur l'augmentation de la productivité agricole et la gestion des risques climatiques, sanitaires et économiques auxquels sont confrontés les agriculteurs.*

Le colloque organisé par FARM, Pluriagri et l'IGPDE avait pour objectif de dresser le bilan de ce qui a été accompli en matière agricole dans le cadre de la présidence française du G20 en 2011 et de prendre connaissance des orientations envisagées par le Mexique, qui préside le G20 depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Une grande diversité de points de vue s'est exprimée à travers les regards croisés d'intervenants de plusieurs pays.

Une première séance thématique a illustré la sensibilité de la question des stocks agricoles. Le Plan d'action du G20 comprend la mise en œuvre, par le Programme alimentaire mondial, d'un projet pilote de réserves humanitaires d'urgence dans les pays de la CEDEAO (Communauté économiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Pour l'instant du moins, il n'est pas question d'aller plus loin. La politique agricole commune, en Europe, et l'organisation du marché du riz, en Indonésie, montrent que les stocks publics peuvent jouer un rôle important dans la régulation des prix agricoles. Mais le stockage public est coûteux et pose des problèmes de gouvernance ; son efficacité est discutable. De nouveaux modes de gestion, reposant sur des partenariats public-privé, sont envisageables. Les céréaliers français, pour leur part, veulent augmenter d'environ 10 % leurs capacités de stockage pour régulariser leur offre à l'exportation, en direction notamment des pays du pourtour méditerranéen.

La deuxième session thématique a révélé comment une meilleure coordination entre les différents acteurs des filières agricoles peut contribuer à réduire la volatilité « excessive » des cours et créer un climat propice à l'augmentation de la production et de la productivité agricoles. Cependant, le modèle du fonds interprofessionnel de lissage du prix du coton, créé au Burkina Faso avec l'appui de l'Agence française de développement, n'est transposable aux filières vivrières que si certaines conditions sont réunies, en particulier l'existence d'une interprofession dynamique, dotées de règles de fonctionnement transparentes, et l'existence de données fiables de prix. Les expériences de contractualisation entre des petits agriculteurs et des firmes agro-industrielles indiennes sont prometteuses mais touchent encore peu d'agriculteurs. Ceux-ci doivent se regrouper, pour acquérir un pouvoir de négociation face aux firmes qui proposent les contrats.

Dans la table ronde composée de représentants d'agriculteurs, les intervenants du Mali, du Mexique, des Philippines et de la France ont reconnu que le G20 agricole, en 2011, a eu le mérite de placer l'agriculture et la sécurité alimentaire au plus haut niveau de l'agenda politique. Mais certains ont fait part de leur scepticisme quant à la capacité des grandes puissances économiques composant le G20 à répondre aux contraintes spécifiques des agriculteurs des pays pauvres.

Le colloque a été clôturé par M. Jorge Rueda Sousa, représentant du Mexique, et par M. Henri de Raincourt, ministre de la Coopération. M. Jorge Rueda Sousa a indiqué que son pays avait l'intention d'organiser une réunion des ministres de l'Agriculture du G20, en mai 2012. Une des priorités de sa présidence sera de lancer des mesures visant à accroître la productivité de l'agriculture, tout en réduisant l'impact de l'activité agricole sur l'environnement, grâce à la recherche, à l'innovation et au renforcement de la vulgarisation agricole. En outre, les agriculteurs, en particulier les petits exploitants, ont besoin de dispositifs efficaces de gestion des risques pour faire face aux aléas climatiques et sanitaires et aux fluctuations des prix agricoles. Henri de Raincourt, quant à lui, a souligné que vaincre la faim et la malnutrition est une condition impérative de la paix et de la sécurité mondiales. Des avancées substantielles ont été obtenues dans le cadre du G20 en 2011, mais elles sont « fragiles », en raison de la crise financière. Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale, car l'intervention publique ne saurait suffire. La France compte sur le Mexique pour « consolider et approfondir l'ensemble des acquis de Cannes ».

\*

Contact : [jean-christophe.debar@fondation-farm.org](mailto:jean-christophe.debar@fondation-farm.org)

Les présentations de la conférence sont disponibles sur le site de FARM : [www.fondation-farm.org](http://www.fondation-farm.org)